



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 13/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VALTOM

1 chemin des Domaines de Beaulieu
63000 Clermont-Ferrand

Références : 20241107-RAP-63-1109-Inspection-ISDND-Saint-Sauves-d'Auvergne-ANPFAS.odt
Code AIOT : 0005601647

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2024 dans l'établissement VALTOM implanté Lieu-dit Les Balusseaux 63950 Saint-Sauves-d'Auvergne. L'inspection a été annoncée le 17/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALTOM
- Lieu-dit Les Balusseaux 63950 Saint-Sauves-d'Auvergne
- Code AIOT : 0005601647
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'ISDND de Saint-Sauves-d'Auvergne et Saint-Sulpice est exploitée par le SMCTOM de la Haute Dordogne pour le compte du VALTOM, titulaire de l'autorisation. L'exploitation est régie par l'arrêté préfectoral n° 20211461 du 22 juillet 2021. Par arrêté préfectoral complémentaire n° 20231755 du 13

octobre 2023, le site est autorisé à traiter les lixiviats d'autres ISDND exploitées par le VALTOM.

L'exploitation du site est déléguée par le VALTOM au SMCTOM via une convention d'exploitation. Le SMCTOM représente 16 000 hab avec des augmentations significatives de la population en périodes touristiques. Il couvre 35 communes et 3 communautés de communes toutes comprises dans le Puy-de-Dôme. Il assure la collecte, le regroupement des déchets (réalisé sur l'ISDND de Saint-Sauves-d'Auvergne) puis le transport jusqu'à VERNEA pour les OMR et PAPREC au Brezet pour la collecte des déchets triés. Il dispose de 5 déchetteries dont une sur le site de Saint-Sauves.

La cessation de l'exploitation de l'ISDND de Saint-Sauves-d'Auvergne est intervenue le 31/12/2022, avec maintien du casier amiante. Les casiers 3B et 4, initialement prévus, ne seront pas ouverts. Le site est passé en suivi post-exploitation à compter du 01/01/2023.

Un projet de conversion du site est en cours d'étude par le VALTOM sur l'emplacement initialement prévu pour le casier 4 et prévoit la création de nouvelles activités :

- nouvelle déchetterie, en remplacement de l'actuelle ;
- évolution de la plateforme de broyage de déchets verts et création d'une plateforme biodéchets de compostage ;
- massification des gravats de déchetteries pour valorisation ;
- stockage des bâches agricoles lors des campagnes de collecte.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
3	Exigences pour le prélèvement	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	1 mois
6	Gestion des déchets	Code de l'environnement du 17/12/2010, article L.541-2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
4	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Conformément à l'arrêté ministériel du 20/06/2023, les trois campagnes d'analyses PFAS ont été réalisées. Les résultats ont été saisis dans GIDAF mais les documents joints à ces déclarations sont erronés. L'exploitant corrigera ses déclarations GIDAF.

De plus, l'exploitant apportera des justifications sur les modalités de prélèvement (instantané / proportionnel au temps au lieu de proportionnel au débit).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Constats : L'exploitant a réalisé les 3 campagnes demandées par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation avec le laboratoire IANESCO et le préleveur NORMEC ABIOLAB. Pour les eaux pluviales et les lixiviats bruts les prélèvements ont été de type « instantané » et ont eu lieu le 29/03/2024, le 23/04/2024 et le 29/05/2024. Pour les lixiviats traités, les prélèvements ont été de type « moyen 24H » et ont eu lieu le 16/04/2024, le 28/05/2024 et le 18/06/2024. L'ensemble des analyses réalisées par le laboratoire IANESCO ont concerné les 20 PFAS du 2° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, ainsi que les 8 PFAS supplémentaires du 3° du même article. Pour le rejet d'eaux pluviales, les concentrations des 28 PFAS sont toutes en dessous de la limite de quantification fixée à 0.1 µg/L. Le paramètre AOF est également en dessous de sa limite de quantification fixée à 2 µg/L. En ce qui concerne les lixiviats traités, la somme des 28 perfluorés oscille entre 1,07 µg/L à 1.34 µg/L sur les trois prélèvements avec majoritairement les perfluorés suivants: PFOA, PFOS et PFHxS. Le paramètre AOF monte à 48 µg/L pour mois de mai alors qu'il reste en dessous de sa limite de quantification en avril et juin.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
Prescription contrôlée : Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : Normec ABIOLAB est bien accrédité par le COFRAC avec le numéro n°1-5822. L'attestation d'accréditation disponible sur le site du COFRAC mentionne bien la norme NF EN ISO/IEC 17025 qui est la norme d'accréditation pour les laboratoires. L'attestation d'accréditation liste bien pour l'unité technique "prélèvements" la méthode FD T90-523-2 pour l'échantillonnage en vue d'analyses physico-chimiques et microbiologiques d'eaux résiduaires. Chaque rapport de prélèvement, que le prélèvement soit de type "instantané" ou "moyen 24H", indique que le prélèvement a été réalisé selon la norme FD T90-523-2. Ianesco Laboratoire est bien accrédité par le COFRAC avec le numéro 1-6209. La portée détaillée de cette accréditation disponible sur le site du COFRAC mentionne, pour les eaux résiduaires, les 20 PFAS principaux de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 avec la méthode interne MA-MPO-503. Cette même méthode est utilisée pour les 8 PFAS supplémentaires pour lesquels l'accréditation n'est pas obligatoire. Par ailleurs, la dernière ligne des rapports d'analyse est intitulée « Somme des 20 perfluorés (PFAS) » alors qu'il s'agit de la somme des 28 PFAS. L'attestation d'accréditation mentionne bien la norme NF EN ISO/IEC 17025. Le lien est fait entre les rapports de prélèvement et d'analyse par le numéro du rapport de prélèvement qui est reporté dans le rapport d'analyse.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant se rapprochera du laboratoire d'analyses Ianesco pour signaler l'incohérence entre le libellé et la valeur affichée dans les rapports d'analyse concernant la ligne « Somme des 20 perfluorés (PFAS) ».
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Exigences pour le prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
Prescription contrôlée :

<p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les prélèvements ont été réalisés soit de manière ponctuelle (eaux pluviales et lixiviats bruts), soit sur 24 heures avec asservissement au temps (lixiviats traités).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera, pour chaque point de rejet, l'impossibilité de réaliser un échantillonnage sur une durée de 24 heures avec asservissement au débit.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Précisions des mesures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les limites de quantification sont respectées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Déclaration des résultats GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a saisi ses analyses sous GIDAF en mars, avril et mai. Cependant, les fichiers joints ne sont pas les bons et aucune donnée n'est saisie sur mars pour les lixiviats traités du fait d'un décalage entre les mois de mesure pour les eaux pluviales (mars, avril et mai) et les lixiviats traités (avril, mai et juin).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant corrigera ses déclarations GIDAF en prenant soin d'associer les rapports d'analyse et de prélèvement des eaux pluviales (mars, avril et mai) et des lixiviats traités (avril, mai et juin).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Gestion des déchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/12/2010, article L.541-2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Gestion des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.</p>
<p>Constats :</p> <p>La comparaison des analyses entre lixiviats bruts et lixiviats traités d'avril et de mai permet de constater une baisse sur la somme des 28 perfluorés mesurés respectivement de 1.76 µg/L à 1.34 µg/L et de 1.73 µg/L à 1.2 µg/L. Sur la base de ces analyses, on peut estimer l'abattement du filtre à charbon actif sur ce paramètre de l'ordre de 24 % à 30 %.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant proposera un plan d'action visant à améliorer le taux d'abattement en PFAS de son système de filtration (par exemple rajout d'une colonne de filtration).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>